Transmis à M.
Kamer van de R.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre et par le Secrétaire d'Etat aux Cantons de l'Est et au Tourisme, le 8 mai 1973, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au Conseil de la communauté culturelle allemande", a donné le 4 juin 1973 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e mei 1972 door de Eerste Minister en door de Staatssecretaris voor de Oostkantons en het Toerisme verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap", heeft de 4e juni 1973 het volgend advies gegeven :

Le projet s'inspire très largement d'un avis donné par le Conseil d'Etat sur un projet antérieur ayant le même objet.

Dans son état actuel, le projet ne soulève plus que les observations suivantes.

Article 2.

Le mot "effectifs" est inutile et doit être omis.

Article 5.

Au début de cet article, il serait préférable d'écrire :

"Le domicile visé à l'article 4 est le ...".

Article 6.

Les articles 105 et 106 du Code électoral prévoient que le renouvellement des Chambres a lieu le quatrième dimanche de mai (en règle générale) ou le jour fixé par arrêté royal en cas de dissolution de celles-ci, mais cette disposition ne précise pas en quelle année

.../...

a lieu ce renouvellement. Il serait dès lors préférable de rédiger l'article de la façon suivante ;

"Article 6.-

Le Conseil est renouvelé en même temps que la Chambre des Représentants.

Ses membres sont élus par les électeurs des communes faisant partie de la région de langue allemande, visées à l'article 1er, qui réunissent les conditions pour être électeurs aux Chambres législatives".

Article 9.

Les élections pour la Chambre des Représentants, le Sénat et le Conseil provincial n'ont pas lieu obligatoirement le même jour.

Il est inexact de prévoir que les opérations de vote sont communes aux élections pour les Chambres législatives, le Conseil provincial et le Conseil de la communauté culturelle allemande.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Les opérations de vote pour l'élection des membres du Conseil se font en même temps et de la même

.../...

façon que les opérations de vote pour l'élection des membres de la Chambre des représentants.

Une urne supplémentaire est placée dans chaque bureau de vote.

La couleur ...".

Article 15.

Cette disposition contient une erreur matérielle . Il faut lire, dans la dernière phrase : "en vertu de l'article 10" et non "de l'article 11".

Article 16.

Il conviendrait de préciser dans le texte de l'article : "... chapitres IIIbis et IIIter du Titre IV du Code électoral".

Article 18.

Il est proposé de rédiger l'article 18 en ces termes :

.../...

"Article 18.-
Le président du bureau de vote joint un exemplaire du procès-verbal des opérations de vote aux documents destinés au bureau de dépouillement".

Article 19.

Les témoins n'étant pas membres du bureau, il y aurait lieu de rédiger l'alinéa 4 de l'article 19 comme suit :

"Les membres des bureaux de dépouillement et les témoins prêtent le serment prescrit par l'article 104 du Code électoral".

Article 21.

Il vaudrait mieux rédiger l'alinéa 2 de la façon suivante :

"Le nombre des suppléants ne peut, dans aucune liste, dépasser le double de celui des titulaires".

Article 23.

Plutôt que de prévoir que les documents visés à l'article 23 seront envoyés au Gouverneur de la province de Liège, mieux vaudrait décider que ces documents, ou tout au moins les procès-verbaux des élections, seront envoyés au Greffier du Conseil puisque, aux termes de l'article 26, c'est le Conseil qui statue sur la validité des élections.

.../...

Article 24.

Les titres V et VI du Code électoral auxquels cet article renvoie, traitent des pénalités et de la sanction de l'obligation du vote.

Il y a lieu d'observer à cet égard que le projet ne reprend pas le principe inscrit dans l'article 38, alinéa 2, de la loi organique des élections provinciales qui dispose : "L'absence à une élection provinciale succédant à une absence à une élection législative ou communale, et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive".

Articles 26 et 27.

Ces articles ne décrivent pas de manière chronologique et logique le déroulement des opérations relatives aux contestations qui peuvent s'élever au sujet de la validité des élections.

Normalement, la première phrase de l'article 27 devrait précéder l'article 26 et ce dernier article devrait être suivi de la deuxième phrase du même article 27.

Par ailleurs, l'article 27, alinéa 1er, dispose que "les personnes intéressées" peuvent introduire un recours auprès du Roi. La notion de personnes intéressées est plus large que celle de réclamant. Elle implique que d'autres personnes que celles qui ont introduit une réclamation pourront adresser un recours au Roi, par exemple la personne qui est élue et dont l'élection est invalidée.

A l'article 26, on paraît donner au Conseil des pouvoirs souverains : il statue sur la validité des élections, il vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet. Mais ces pouvoirs ne sont qu'apparents, puisqu'ils sont contredits par l'article 27 qui organise un recours contre la décision

Suivant l'article 27, le recours au Roi doit être introduit dans les dix jours de la décision du Conseil et le Roi doit statuer dans les trente jours de la réception du recours. Il y a lieu d'observer, à cet égard, qu'en vertu des règles générales, la décision du Roi peut elle-même faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat dans le délai de droit commun qui est applicable à pareil recours. Or, ce délai et les délais normaux de la procédure devant le Conseil d'Etat sont de nature à énerver le système du projet dont l'objectif est de voir statuer dans des délais brefs.

Pour porter remède à cet inconvénient, le projet devrait prévoir une procédure spéciale en ce qui concerne le recours devant le Conseil d'Etat, procédure qui pourrait s'inspirer de l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale.

Article 30.

Selon l'exposé des motifs, cet article qui circonscrit un cadre dans lequel s'exercera le pouvoir réglementaire du Conseil, ne lui confère cependant aucune compétence et laisse à des lois ultérieures le soin de déterminer les objets de son pouvoir réglementaire.

Le Gouvernement estime que cette disposition se justifie du fait que son contenu relève "de ce que l'on appelle la Constitution "matérielle" -car un tel texte eût fort bien pu figurer à l'article 59ter de la Constitution".

.../...

Or l'exercice des pouvoirs attribués expressément au législateur par l'article 59ter n'est ni limité dans le temps ni subordonné à des formalités ou conditions particulières, comme par exemple à des règles de majorité spéciale.

A aucun titre, la loi en projet n'a, au regard de la hiérarchie des normes, une autorité supérieure à celle des lois qui régleront ultérieurement la même matière, et qui pourront d'ailleurs modifier ou abroger l'article 30.

Celui-ci qui ne règle rien, se bornant à dire que d'autres lois détermineront les limites et le mode d'exercice de la compétence du Conseil, est dépourvu de toute portée juridique et devrait être omis.

On observera, au surplus, qu'en visant les "matières culturelles visées à l'article 28, ainsi que l'enseignement, à l'exception des matières soustraites par l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution à la compétence des deux autres conseils culturels", l'article 30 semble vouloir exclure du pouvoir réglementaire éventuel du Conseil les matières visées à l'article 59bis, § 2, 3°, c'est-à-dire la coopération culturelle, ainsi que celles visées au § 3 du même article.

.../...

Article 33.

Le premier projet soumis au Conseil d'Etat et qui a fait l'objet de son avis du 23 octobre 1972 (L.11.762) contenait un article 14 rédigé comme suit :

"Les projets de traduction officielle approuvés par le Conseil sont ratifiés par le Roi.

Après la ratification visée à l'alinéa 1er, la traduction officielle ratifiée a une valeur juridique équivalente à celle du texte français et néerlandais devant les cours et tribunaux, ainsi que pour les services administratifes régionaux et locaux ; seule, elle peut être utilisée par eux chaque fois que la loi ou les règlements prescrivent ou permettent l'usage de la langue allemande".

Le Conseil d'Etat avait fait observer à propos de cet article que l'intention du Gouvernement n'apparaissait pas clairement : s'agissait-il de donner aux lois et règlementsun texte allemand qui serait légalement obligatoire à l'égal des textes français et néerlandais, ou s'agissait-il plus simplement de leur trouver une traduction officielle qui ne serait pas pour autant obligatoire ?

L'article 33 du projet actuel a repris l'alinéa 1er de l'article 14 précité mais non pas l'alinéa 2, ce qui établit clairement la volonté du Gouvernement de ne pas donner à la traduction officielle une force obligatoire équivalente à celle des textes français et néerlandais.

*

* *

.../...

La disposition se réfère à un mémorial du Conseil. Ce mémorial n'existant pas, un texte exprès devrait en prévoir la création.

Il est suggéré de régler cette matière dans l'article 56, en précisant les textes du Conseil qui devraient être publiés par la voie de ce mémorial.

Article 34.

Dans le texte du nouvel article 8 en projet de la loi du 30 juillet 1963, il est prévu que les arrêtés réglementaires qui auront été pris par le Conseil de la Communauté culturelle allemande en matière d'enseignement du français dans les écoles de langue allemande et de l'allemand dans les écoles de langue française "doivent être confirmés par la loi au plus tard un an après leur publication au Moniteur belge".

Cette disposition manque de la précision nécessaire et par là pourrait créer des situations très délicates en ce qu'elle ne détermine pas la portée juridique de la confirmation qu'elle prévoit. Les arrêtés à prendre entrent-ils en vigueur par leur seule publication au Moniteur belge et dès avant toute confirmation, la loi de confirmation n'intervenant qu'ultérieurement et pour leur donner force définitive et les soustraire à toute critique de légalité ou, au contraire, l'application des arrêtés sera-t-elle subordonnée à leur confirmation?

.../...

Il est de droit commun que les arrêtés pris en application d'une loi attributive de pouvoirs assortis d'une condition de confirmation entrent en vigueur à la date qu'ils fixent et, sinon, dix jours après leur publication et que, avant qu'ils soient confirmés, le contrôle de leur légalité prévu par l'article 107 de la Constitution ne porte que sur leur conformité à la loi qui permet de les prendre. Il est admis par ailleurs que l'absence de confirmation leur enlève rétroactivement leur force obligatoire, de telle sorte que la situation juridique antérieure est rétablie comme si ces arrêtés n'avaient pas été pris.

En l'espèce, l'application pure et simple de ces principes pourrait conduire à des situations juridiquement très confuses. En effet, si les arrêtés à prendre en application du nouvel article 8 en projet de la loi du 30 juillet 1963 devaient entrer en vigueur dès avant leur confirmation et que, par hypothèse, ils ne soient pas confirmés, il se poserait une question extrêmement délicate quant à la validité des études que les élèves auraient faites sur base d'un enseignement qui leur aurait été donné en français ou en allemand et sur lequel ultérieurement le législateur ne marquerait pas son accord.

Il est donc indispensable que le projet soit complété par la précision, soit que les arrêtés prévus à l'article 8 nouveau en projet n'entreront en vigueur qu'après leur confirmation, soit que les études faites antérieurement sur base de tels arrêtés seront considérées comme régulières, quel que soit le sort que le

.../...

législateur réserverait à ceux-ci, à moins, bien entendu, que le Gouvernement n'envisage une autre solution que le Conseil d'Etat n'aperçoit pas.

En tout état de cause, la formule "Les arrêtés ... doivent être confirmés par la loi au plus tard un an après leur publication" est inadéquate. Le législateur n'est tenu ni de confirmer les arrêtés en question, ni, a fortiori, de les confirmer dans un délai déterminé. Une solution plus correcte, plus efficace et plus généralement utilisée consiste à prévoir que le Gouvernement déposera dans le délai de ... sur le bureau des chambres législatives un projet de loi proposant la ratification (ou la confirmation) des arrêtés de l'espèce.

Article 36.

La première phrase de cet article serait mieux rédigée comme suit :

"Le Conseil émet un avis en ce qui concerne la nomination du responsable des émissions de radiodiffusion et de télévision en langue allemande".

Article 37.

Au 2. les mots "les organes de" sont inutiles et devraient être omis.

.../...

Article 39.

Il est proposé de rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

"A partir de l'entrée en vigueur des arrêtés pris par le Conseil en vertu de la présente loi ou des lois visées à l'article 31, les règlements provinciaux et communaux qui leur sont contraires cessent de sortir leurs effets dans les limites prévues par l'article 1er".

Le liminaire de l'alinéa 3 devrait être rédigé en ces termes :

"Il est inséré à l'article 12 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un alinéa 2 rédigé comme suit :".

Article 41.

Le premier alinéa de cet article devrait être subdivisé en deux alinéas distincts rédigés respectivement comme suit :

"Le Conseil se réunit de plein droit, chaque année, le troisième marci d'octobre.

Il se réunit, en outre, aussi souvent que son règlement d'ordre intérieur le détermine".

Article 42.

A l'alinéa 2, les mots "en allemand" devraient être omis.

Article 43.

Le texte de l'article 43 ne permet pas de résoudre le cas où les candidats ayant obtenu un nombre égal de voix sont âgés de plus de 60 ans.

Article 44.

Il y aurait lieu de remplacer le mot "sujet" par le mot "objet".

Article 51.

La compétence territoriale et matérielle du Conseil étant limitée par les dispositions du projet, il est inutile de préciser que le droit d'enquête est soumis à ces limitations. Le texte suivant est proposé :

"Article 51.-
Le Conseil a le droit d'enquête".

Article 56.

Au deuxième alinéa, il faut lire : "à moins qu'ils n'en disposent autrement".

.../...

Article 58.

Comme le rappelle l'exposé des motifs, il résulte de l'article 58 que seule la Chambre des Représentants sera appelée à statuer sur la motion prévue à l'article 57, bien qu'en vertu de l'alinéa 1er de l'article 58, la commission chargée de se prononcer sur la recevabilité de cette motion comprend le Président du Sénat.

Article 62.

A l'alinéa 1er, il est prévu que le "bureau nomme les autres membres du personnel".

Si ce personnel comprend d'autres membres que ceux qui font partie des services du greffe, il y aurait lieu de préciser quelle est la personne qui exerce l'autorité sur ceux-ci.

Article 65.

A cet article il y a lieu de lire : "... les recours visés à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat".

Article 68.

Au 1. de cet article, il est prévu que le Conseil peut recevoir des subventions notamment des "groupements de communes". Cette notion ne correspond à aucune réalité juridique précise et devrait être omise.

.../...

Article 71.

A l'alinéa 1er, les mots "Pour le surplus" sont inutiles et doivent être omis.

La dernière phrase devrait se lire :

"La législation relative aux expropriations pour cause d'utilité publique leur est applicable".

Article 72.

Au liminaire de cet article, il est proposé de remplacer les mots "les membres effectifs et suppléants du Conseil" par les mots "les membres du Conseil et leurs suppléants.

Article 73.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 73.-

Le nombre des suppléants désignés par chaque groupe ne peut excéder le double de celui des titulaires".

.../...

Article 74.

A l'alinéa 1er, les mots "de l'arrondissement" doivent être supprimés. Cette remarque vaut également pour les articles 77, alinéa 3, 78, alinéa 1er, et 79, alinéa 1er.

La fin du même alinéa 1er devrait se lire : "... du Conseil et de leurs suppléants".

Article 75.

A cet article, il y a lieu d'insérer les mots "et de leurs suppléants", après les mots "... des membres du Conseil".

Article 78.

La fin de l'alinéa 1er devrait se lire : "... des membres du Conseil et de leurs suppléants".

.../...

Le mode de convocation des candidats de chaque groupe n'est pas réglé ; il en est de même du mode de scrutin. Il conviendrait notamment de préciser si la désignation requiert la majorité absolue des suffrages et, dans la négative, suivant quels critères le mandat est attribué.

L'alinéa 2 de l'article 78 devrait être rédigé comme suit :

"La désignation des membres du Conseil n'est valable que si elle fait l'objet d'un document signé par ...".

Article 79.

Le début de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Il dresse procès-verbal des désignations et le notifie ...".

Article 80.

Cet article rencontre l'hypothèse où certains groupes n'auraient pas désigné de membres et prévoit l'attribution des sièges ainsi restés vacants, aux listes des autres groupes.

.../...

Cette opération suppose la constatation préalable du défaut de désignation. Le projet n'indique pas qui en est chargé. Si c'est le président du tribunal, le projet doit le dire.

Le projet devrait prévoir également selon quel mode de calcul les sièges non attribués seront répartis entre les listes des autres groupes.

Pas plus, d'autre part, que les dispositions précédentes ne prévoient comment le scrutin normal doit s'effectuer, il n'est prévu par le projet comment on procédera, s'il y a lieu, aux scrutins supplémentaires. L'éventualité de plusieurs scrutins supplémentaires successifs ne doit pas être écartée.

Il faut dire au lieu de "des membres effectifs et suppléants pour le Conseil", "de membres du Conseil et de leurs suppléants".

Article 81.

Cet article soulève plusieurs observations.

Il ne détermine pas quelle est l'autorité qui valide la première désignation des membres du Conseil.

.../....

Le projet prévoit que le Roi peut annuler, soit d'office, soit sur réclamation, les désignations des membres du Conseil auxquelles il a été irrégulièrement procédé. Toutefois, il n'organise aucune mesure de publicité quant à ces décisions et ne détermine pas le délai dans lequel les intéressés pourront introduire une réclamation.

Quant au délai de quarante jours imparti au Roi, le projet n'en détermine pas le point de départ avec certitude. En effet, ce délai prend cours, selon l'alinéa 2, à dater de la réception du procès-verbal de désignation alors que, selon l'avant-dernier alinéa, il prend cours à dater de la désignation. Il y a là une discordance qui doit être supprimée et il est indispensable de donner à ce délai un point de départ certain.

Si ces lacunes sont comblées, il est inutile de prévoir la notification de l'expiration d'un délai dont le point de départ est certain, et, dès lors, les trois derniers alinéas de l'article 81 pourraient être remplacés par une disposition rédigée comme suit :

"Un recours au Conseil d'Etat est ouvert aux membres intéressés et aux réclamants dans les huit jours qui suivent soit la notification de la décision, soit l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2".

Le souci du Gouvernement de prévoir une procédure rapide pour la solution des contestations relatives à la désignation des membres du Conseil nécessiterait également,

..../...

comme il a été dit plus haut à propos des articles 26 et 27, l'adoption d'une procédure spéciale en ce qui concerne le recours devant le Conseil d'Etat, procédure qui pourrait s'inspirer de celle qui a été prévue par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale.

*

Au surplus, l'alinéa 1er de l'article 81 devrait être rédigé comme suit :

"Avant d'entrer en fonctions les membres du Conseil prêtent, entre les mains du Ministre qui a dans ses attributions les affaires culturelles de la région de langue allemande, le serment suivant :

Article 83.

Cette disposition devrait prendre place à la fin des dispositions transitoires, c'est-à-dire avant l'article 82.

Het ontwerp houdt in zeer ruime mate rekening met een advies dat de Raad van State heeft gegeven over een vorig ontwerp met hetzelfde onderwerp.

In zijn huidige staat geeft het alleen nog aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Artikel 2.

Het woord "gewone" is overbodig en moet vervallen.

Artikel 5.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"De woonplaats bedoeld in artikel 4, is de kieswoonplaats zoals die in het Kieswetboek is bepaald".

Artikel 6.

De artikelen 105 en 106 van het Kieswetboek bepalen dat de vernieuwing van de Kamers plaatsheeft de vierde zondag van mei (algemene regel) of, bij ontbinding van de Kamers, op de dag die bij koninklijk besluit wordt bepaald, maar die bepaling zegt niet in welk jaar die vernieuwing plaatsheeft. Het is derhalve verkieslijk het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 6.-

De Raad wordt vernieuwd op hetzelfde tijdstip als de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

.../...

Zijn leden worden verkozen door de kiezers van de in artikel 1 bedoelde gemeenten uit het Duitse taalgebied, die voldoen aan de voorwaarden im kiezer voor de Wetgevende Kamers te zijn".

Artikel 9.

De verkiezingen voor Kamer van volksvertegenwoordigers, Senaat en Provincieraad hoeven niet noodzakelijk dezelfde dag te worden gehouden.

Het is niet juist te bepalen dat de stemverrichtingen dezelfde zijn voor de "parlements-, de provincieraadsverkiezingen en de verkiezingen van de Raad" van de Duitse Cultuurgemeenschap.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De stemverrichtingen voor de verkiezing van de leden van de Raad hebben plaats op hetzelfde tijdstip en op dezelfde wijze als de stemverrichtingen voor de verkiezing van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Een bijkomende stembus wordt geplaatst in ieder stembureau.

De kleur ...".

.../...

Artikel 15.

In deze bepaling komt een verschrijving voor. In de laatste volzin moet worden gelezen : "Krachtens artikel 10" en niet "krachtens artikel 11".

Artikel 16.

In de tekst moet worden gepreciseerd : "... hoofdstukken IIIbis en IIIter van Titel IV van het Kieswetboek".

Artikel 18.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 18.-

De voorzitter van het stembureau voegt een exemplaar van het proces-verbaal van de stemverrichtingen bij de voor het opnemingsbureau bestemde documenten".

Artikel 19.

De getuigen zijn geen lid van het bureau. Het vierde lid van artikel 19 moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"De leden van de opnemingsbureaus en de getuigen leggen de in artikel 104 van het Kieswetboek voorgeschreven eed af".

.../...

Artikel 21.

Het tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Het aantal opvolgers mag op geen enkele lijst meer bedragen dan tweemaal het aantal titularissen".

Artikel 23.

In plaats van te bepalen dat de in artikel 23 bedoelde documenten aan de gouverneur van de provincie Luik moeten worden gezonden, kan beter worden gesteld dat die documenten of althans de processen-verbaal van de verkiezingen worden gezonden aan de griffier van de Raad, aangezien artikel 26 wil dat de Raad uitspraak doet over de geldigheid van de verkiezingen.

Artikel 24.

De Titels V en VI van het Kieswetboek, waarnaar dit artikel verwijst, handelen over de straffen en over de sanctie op de stemplicht.

Op te merken valt dat in het ontwerp niet is overgenomen het beginsel dat is neergelegd in artikel 38, tweede lid,van de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen hetwelk bepaalt : "Hij die zijn stemplicht verzuimt bij een provincieraadsverkiezing, na een zelfde verzuim te hebben begaan bij een parlements- of een gemeenteraadsverkiezing, en omgekeerd, is niet in staat van herhaling".

.../...

Artikelen 26 en 27.

Deze artikelen beschrijven niet in chronologische en logische volgorde het verloop van de verrichtingen betreffende mogelijke geschillen over de geldigheid van de verkiezingen.

Normaal zou de eerste volzin van artikel 27 vóór, de tweede na artikel 26 moeten komen.

Anderzijds bepaalt het eerste lid van artikel 27 dat "de betrokken personen" een beroep bij de Koning kunnen instellen. "Betrokken personen" is een ruimer begrip dan "bezwaarindiener". Het impliceert dat ook voor anderen dan degenen die een bezwaarschrift hebben ingediend, beroep bij de Koning mogelijk zal zijn, bijvoorbeeld voor iemand die verkozen is en wiens verkiezing ongeldig is verklaard.

Artikel 26 lijkt aan de Raad onaantastbare machten te verlenen : hij doet uitspraak over de geldigheid van de verkiezingen, onderzoekt de geloofsbrieven van zijn leden en doet uitspraak in de dienaangaande gerezen betwistingen. Die machten bestaan echter alleen in schijn want deze voorziening wordt tegengesproken door artikel 27, waarin een beroep tegen de beslissing van de Raad wordt georganiseerd.

Volgens artikel 27 moet het beroep bij de Koning worden ingesteld binnen tien dagen na de beslissing van de Raad en moet de Koning uitspraak doen binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep. Opgemerkt zij dat, krachtens de algemene regelen, tegen de beslissing van de Koning zelf beroep bij de Raad van State kan worden ingesteld binnen de gemeenrechtelijke termijn die voor zodanig beroep geldt.

.../...

Die termijn en de normale termijnen inzake rechtspleging voor de Raad van State kunnen een hinderpaal vormen voor het systeem van het ontwerp, dat erop gericht is een uitspraak te krijgen binnen zeer korte termijnen.

Om dat bezwaar te ondervangen zou het ontwerp moeten voorzien in een bijzondere rechtspleging inzake het beroep bij de Raad van State; daarvoor kan worden uitgegaan van het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76 van de Gemeentekieswet.

Artikel 30.

Volgens de memorie van toelichting verleent dit artikel, dat een kader omschrijft binnen hetwelk de verordenende macht van de Raad zal worden uitgeoefend, geen enkele bevoegdheid aan deze laatste en laat het aan andere wetten de zorg over om de objecten van deze reglementerende macht concreet te bepalen.

De Regering acht deze bepaling hierdoor verantwoord, dat de inhoud ervan "klaarblijkelijk behoort tot wat men de "materiële" Grondwet zou kunnen noemen - een dergelijke tekst had immers zeer goed in artikel 59ter van de Grondwet kunnen voorkomen".

De uitoefening van de bevoegdheden welke artikel 59ter uitdrukkelijk aan de wetgever opdraagt, is echter niet in de tijd beperkt en is niet afhankelijk van bijzondere vormvereisten of voorwaarden, zoals bijvoorbeeld regelen inzake bijzondere meerderheid.

.../...

In geen enkel opzicht heeft de ontwerp-wet, uit een oogpunt van de hiërarchie der normen, een hoger gezag dan de wetten die dezelfde aangelegenheid later zullen regelen en artikel 30 trouwens zullen kunnen wijzigen of opheffen.

Dit artikel, dat niets regelt, alleen maar zegt dat andere wetten de grenzen en de wijze van uitoefening van 's Raads bevoegdheid zullen vaststellen, heeft geen enkele juridische strekking en dient derhalve te vervallen.

Ook valt op te merken dat artikel 30, wanneer het spreekt over "de culturele aangelegenheden genoemd in artikel 8 (lees 28) alsmede het onderwijs, met uitzondering van de aangelegenheden die bij artikel 59bis, § 2, 2°, van de Grondwet aan de bevoegdheid van de andere twee cultuurraden worden onttrokken", uit de eventuele verordeningsbevoegdheid van de Raad lijkt te willen uitsluiten de aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis, § 2, 3°, dat wil zeggen de culturele samenwerking, alsook de aangelegenheden bedoeld in § 3 van hetzelfde artikel.

Artikel 33.

Het eerste ontwerp dat aan de Raad van State is voorgelegd en waarover hij op 23 oktober 1972 advies (L. 11.762) heeft gegeven, bevatte een artikel 14 dat als volgt was geredigeerd :

"De door de Raad goedgekeurde voorstellen van officiële vertaling worden door de Koning bekrachtigd.

.../...

Na de in het eerste lid bedoelde bekrachtiging is de officiële vertaling even rechtsgeldig als deze van de Nederlandse en de Franse tekst voor de hoven en rechtbanken, alsook voor de gewestelijke en plaatselijke administratieve diensten; alleen zij kan door hen worden gebruikt telkens de wet of de reglementen het gebruik van de Duitse taal voorschrijven of toelaten".

De Raad van State heeft bij dat artikel opgemerkt, dat de bedoeling van de Regering niet duidelijk tot uiting kwam : ging het erom aan de wetten en verordeningen een Duitse versie te geven die rechtens bindend zou zijn op gelijke voet met de Nederlandse en de Franse tekst, of ging het er alleen om daaraan een officiële vertaling te geven, wat nog niet zou betekenen dat die vertaling bindend was.

Artikel 33 van het onderhavige ontwerp heeft wel het eerste lid van dat artikel 14 overgenomen, maar niet het tweede, hetgeen er duidelijk op wijst dat de Regering niet bedoelt aan de officiële vertaling eenzelfde bindende kracht te geven als aan de Nederlandse en de Franse tekst.

* * *

In de bepaling is sprake van een "memoriaal van de Raad". Aangezien dat memoriaal nog niet bestaat zou het door een uitdrukkelijke tekst moeten worden ingevoerd.

Voorgesteld wordt die aangelegenheid te regelen in artikel 56. Daar kan worden bepaald welke teksten van de Raad in het memoriaal bekendgemaakt moeten worden.

.../...

Artikel 34.

In de tekst van het nieuw ontworpen artikel 8 van de wet van 30 juli 1963 wordt bepaald dat "de reglementaire besluiten" die door de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap zullen worden vastgesteld inzake het onderwijs van het Frans in de scholen met het Duits als voertaal, en van het Duits in de scholen met het Frans als voertaal, "door een wet moeten worden bekrachtigd, uiterlijk een jaar na hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad".

Die bepaling is niet nauwkeurig genoeg en kan tot zeer netelige toestanden leiden nu zij immers de juridische reikwijdte van de in het vooruitzicht gestelde bekrachtiging niet aangeeft. Zullen de vast te stellen besluiten alleen al door hun bekendmaking in het Staatsblad en vóór enige bekrachtiging in werking treden - de bekrachtigingswet komt dan eerst naderhand tot stand, om de besluiten definitief bindende kracht te geven en ze voor wettigheidskritiek te behoeden - of zal de toepasbaarheid van de besluiten integendeel van hun bekrachtiging afhankelijk zijn ?

Volgens het gemeen recht treden besluiten, vastgesteld op grond van een wet die machten verleent onder voorwaarde dat bekrachtiging volgt, in werking op de dag welke zij bepalen en zo niet, dan tien dagen na hun bekendmaking; voor zij bekrachtigd zijn slaat de in artikel 107 van de Grondwet bedoelde wettigheidscontrole alleen op hun overeenstemming met de wet die het mogelijk maakt ze vast te stellen. Aangenomen wordt ook dat zodanige besluiten, als ze niet worden bekrachtigd, retroactief hun bindende kracht verliezen, zodat de vroegere rechtstoestand wordt hersteld alsof ze nooit waren genomen.

.../...

In het onderhavige geval zou het zonder meer toepassen van die beginselen tot zeer verwarde juridische toestanden kunnen leiden. Treden de overeenkomstig het nieuw ontworpen artikel 8 van de wet van 30 juli 1963 vast te stellen besluiten immers vóór hun bekrachtiging in werking, dan komt men, gesteld dat bekrachtiging uitblijft, voor een uiterst moeilijk probleem te staan, namelijk de geldigheid van de schoolopleiding van de leerlingen die een onderwijs onder een Franse of een Duitse taalregeling hebben ontvangen, waarmede de wetgever dan achteraf niet zou instemmen.

Het is dus volstrekt nodig dat in het ontwerp wordt verduidelijkt, ofwel dat de in het nieuw ontworpen artikel 8 bedoelde besluiten slechts in werking treden nadat zij zijn bekrachtigd, ofwel dat het op grond van zodanige besluiten vroeger ontvangen onderwijs, ongeacht hetgeen de wetgever in verband met die besluiten mocht beslissen, als regelmatig wordt beschouwd, - tenzij, wel te verstaan, de Regering een andere oplossing mocht overwegen welke de Raad van State niet ziet.

In ieder geval is de formule "De ... besluiten van de ... moeten door een wet worden bekrachtigd uiterlijk een jaar na hun bekendmaking" ondienstig. De wetgever is niet gehouden de besluiten te bekrachtigen en, wat meer is, dat binnen een bepaalde termijn te doen. Een juistere, doeltreffender en gebruikelijker oplossing is, te bepalen dat de Regering binnen de termijn van ... bij de Wetgevende Kamers een ontwerp van wet zal indienen waarin de bekrachtiging (of de bevestiging) van die besluiten wordt voorgesteld.

.../...

Artikel 36.

De eerste volzin van dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De Raad geeft advies over de benoeming van de persoon die verantwoordelijk zal zijn voor de radio- en televisieuitzendingen in het Duits".

Artikel 37.

Onder 2. moeten de woorden "de organen van" als overbodig vervallen.

Artikel 39.

Voorgesteld wordt, het eerste lid van dit artikel als volgt te redigeren :

"Zodra de besluiten welke de Raad krachtens deze wet of krachtens de in artikel 31 bedoelde wetten heeft vastgesteld, in werking treden, houden de ermee strijdige provincie- en gemeenteverordeningen op uitwerking te hebben binnen de grenzen bepaald in artikel 1".

De inleidende volzin van het derde lid lezen men als volgt :

"In artikel 12 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : ".

.../...

Artikel 41.

Het eerste lid van dit artikel zou moeten worden gesplitst in twee als volgt te redigeren alinea's :

"De Raad komt van rechtswege bijeen ieder jaar, de derde dinsdag van oktober.

Hij komt bovendien zo vaak bijeen als zijn huishoudelijk reglement bepaalt".

Artikel 42.

In het tweede lid moeten de woorden "in het Duits" vervallen.

Artikel 43.

De tekst van artikel 43 biedt geen oplossing voor het geval dat de kandidaten die een gelijk aantal stemmen behaalden, meer dan zestig jaar oud zijn.

Artikel 44.

In de Franse tekst vervange men "sujet" door "objet".

.../...

Artikel 51.

De territoriale en de materiële bevoegdheid van de Raad zijn al door de bepalingen van het ontwerp beperkt; het is dus onnodig te stellen dat het recht van onderzoek aan die beperkingen onderworpen is. Men leze de tekst als volgt :

"Artikel 51.-

De Raad heeft het recht van onderzoek".

Artikel 56.

In het tweede lid leze men : "tenzij zij anders bepalen".

Artikel 58.

Zoals de memorie van toelichting verklaart, volgt uit artikel 58 dat alleen de Kamer van volksvertegenwoordigers uitspraak zal moeten doen over de in artikel 57 bedoelde motie, ofschoon krachtens het eerste lid van artikel 58 ook de voorzitter van de Senaat zitting heeft in de Commissie die zich over de ontvankelijkheid van die motie moet uitspreken.

Artikel 62.

In het eerste lid wordt bepaald : "Het bureau benoemt de andere leden van het personeel".

.../...

A

Behoren tot dat personeel ook anderen dan degenen die deel uitmaken van de diensten van de griffie, dan moet worden bepaald wie over hen gezag uitoefent.

Artikel 65.

In dit artikel moet worden gelezen : "de in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bedoelde beroepen instellen tegen de in dat artikel bedoelde ...".

Artikel 68.

Onder 1. van dit artikel wordt bepaald dat de Raad toelagen mag ontvangen, onder meer van "groeperingen van gemeenten". Aan dat begrip beantwoordt geen enkele juridische werkelijkheid; die woorden moeten dus vervallen.

Artikel 71.

In het eerste lid moeten de woorden "voor het overige" als overbodig vervallen.

De laatste volzin zou als volgt moeten worden gelezen :

"De wetgeving betreffende de onteigeningen ten algemenen nutte is daarop van toepassing".

.../...

Artikel 72.

In de inleidende volzin van dit artikel vervange men de woorden "de gewone en plaatsvervangende leden van de Raad" door "de leden van de Raad en hun opvolgers".

Artikel 73.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 73.-

Het aantal door elke groep aangewezen opvolgers mag niet hoger zijn dan tweemaal het aantal titularissen".

Artikel 74.

In het eerste lid moeten de woorden "van het arrondissement Verviers" worden vervangen door "te Verviers". Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 77, derde lid, 78, eerste lid, en 79, eerste lid.

Het slot van het eerste lid moet worden gelezen : "... de lijst op van de burgers die gerechtigd zijn om aan de aanwijzing van de leden van de Raad en van hun opvolgers deel te nemen".

.../...

Artikel 75.

In dit artikel leze men : "... vermeldt op de lijst" en "van de burgers die gerechtigd zijn om aan de aanwijzing van de leden van de Raad en van hun opvolgers deel te nemen, alsook het nummer van de lijst waarop zij voorkomen".

Artikel 78.

Het slot van het eerste lid leze men als volgt : "van de leden van de Raad en van hun opvolgers".

Er is niet bepaald hoe de kandidaten van elke groep worden opgeroepen, evenmin hoe de stemming plaats heeft. Er zou onder meer nader moeten worden bepaald of voor aanwijzing de volstrekte meerderheid van de stemmen vereist is en, zo niet, volgens welke maatstaven het mandaat wordt verleend.

Het tweede lid van artikel 78 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De aanwijzing van de leden van de Raad is slechts geldig als daarvan een document is opgemaakt dat door de meerderheid ... is ondertekend".

Artikel 79.

Het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen :

.../...

"Hij maakt proces-verbaal van de aanwijzingen op en geeft ervan kennis aan de gouverneur van de provincie Luik en aan de Minister tot wiens bevoegdheid de culturele aangelegenheden van het Duitse taalgebied behoren".

Artikel 80.

Dit artikel voorziet in het geval dat sommige groepen geen leden mochten hebben aangewezen : de aldus vacant gebleven zetels worden dan aan de lijsten van de andere groepen toegekend.

Deze verrichting veronderstelt dat vooraf is vastgesteld dat geen aanwijzing heeft plaatsgehad. Het ontwerp zegt niet door wie. Is het de voorzitter van de rechtbank, dan moet dat met zoveel woorden worden gezegd.

Het ontwerp zou ook moeten bepalen volgens welke wijze van berekening de niet toegekende zetels over de lijsten van de andere groepen worden verdeeld.

Evenmin als het heeft bepaald hoe de normale stemming moet plaatshebben, zegt het ontwerp hoe in voorkomend geval bijkomende stemmingen moeten worden gehouden. Er moet rekening mee gehouden worden, dat opeenvolgende bijkomende stemmingen nodig kunnen zijn.

In het begin van het artikel leze men : "Zijn geen leden van de Raad of opvolgers aangewezen dan wordt ...".

.../...

Artikel 81.

Bij dit artikel zijn verscheidene opmerkingen te maken.

Het bepaalt niet welke overheid de eerste aanwijzing van de leden van de Raad geldig verklaart.

Het ontwerp bepaalt dat de Koning onregelmatig verrichte aanwijzingen van de leden van de Raad kan vernietigen "hetzij ingevolge ingebrachte bezwaren, hetzij van ambtswege". Het treft echter geen enkele maatregel inzake de openbaarheid van die beslissingen en bepaalt evenmin binnen welke termijn bezwaar kan worden ingediend.

Uit het ontwerp is niet met zekerheid op te maken, wanneer de aan de Koning opgelegde termijn van veertig dagen ingaat. Volgens het tweede lid gaat hij in na ontvangst van het proces-verbaal van aanwijzing, volgens het voorlaatste lid te rekenen van de aanwijzing. Dit gemis van overeenstemming moet worden weggewerkt en zekerheid moet worden gegeven over de juiste ingangsdatum.

Is in deze leemten voorzien, dan hoeft niet meer te worden bepaald dat kennis moet worden gegeven van het verstrijken van een termijn waarvan de ingangsdatum vaststaat. De laatste drie leden van artikel 81 kunnen dan worden vervangen door een als volgt te redigeren bepaling :

"De betrokken leden en de reclamanten kunnen beroep bij de Raad van State instellen binnen acht dagen, hetzij na de kennisgeving van de beslissing, hetzij na het verstrijken van de in het tweede lid bepaalde termijn".

.../...

Aangezien de Regering een spoedprocedure wil invoeren voor het beslechten van geschillen in verband met de aanwijzing van de leden van de Raad zou ook, zoals reeds in verband met de artikelen 26 en 27 is gezegd, moeten worden voorzien in een bijzondere rechtspleging voor het beroep bij de Raad van State. Uitgegaan kan worden van de rechtspleging die bepaald is in het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76 van de Gemeentekieswet.

*

Het eerste lid van artikel 81 zou bovendien als volgt moeten worden geredigeerd :

"Alvorens hun ambt op te nemen, leggen de leden van de Raad in handen van de Minister tot wiens bevoegdheid de culturele aangelegenheden van het Duitse taalgebied behoren, de volgende eed af :".

Artikel 83.

Deze bepaling moet aan het slot van de overgangsbepalingen, dus vóór artikel 82 komen.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.